



EMMA MOORE/DIE POSAUNE

Mort des États-Unis—Mort de la liberté

Les États-Unis ouvrent la voie à un nouveau monde d'autoritarisme.

- Josue Michels
- [09/03/2022](#)

La tendance mondiale à l'instauration de gouvernements autoritaires s'est fortement accélérée au cours de la soi-disant pandémie du coronavirus. Il y a dix-huit mois, personne n'aurait pu prédire des confinements sans précédent, des arrestations de personnes ne portant pas de masque, ou l'application de mandats avec des vaccins expérimentaux. À quoi pouvons-nous nous attendre au cours des 18 prochains mois ?

Ces tendances alarmantes sont les signes avant-coureurs de ce à quoi ressemblerait un monde sans liberté. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont empêché une tyrannie d'étendre ses tentacules au monde entier. Ils ont ensuite combattu le communisme et cherché à sauvegarder la démocratie, la liberté de la presse et la liberté d'expression. Le dollar est devenu la monnaie de réserve, permettant le libre-échange et l'aide aux pays dans le besoin.

Les principes fondamentaux que les États-Unis défendaient autrefois sont attaqués—notamment la liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de mouvement et la libre circulation des capitaux. Subvertir ces principes érode les fondements de la société libre.

Aujourd'hui, ces piliers de notre système mondial actuel s'effondrent. Le seul pouvoir qui limitait l'autoritarisme est en train de tomber. Les États-Unis sont pratiquement le seul pays au monde dans lequel des politiciens de premier plan ont résisté avec succès aux éléments de la nouvelle tyrannie COVID. Mais même les États-Unis n'ont plus la même foi en la liberté qu'autrefois. L'esprit de la tyrannie se lève à nouveau—même *au sein* des États-Unis—cette fois-ci équipé de caméras, de capteurs d'empreintes digitales, de données biométriques, de données financières et de capacités de surveillance dont les mégalomanes ne pouvaient autrefois que rêver.

Alors que les États-Unis ne parviennent pas à défendre les libertés qu'ils ont autrefois défendues, une autre puissance comble le vide. Le Parti communiste chinois a déjà mis en place un redoutable État de surveillance. Mais pendant les jours du coronavirus, une autre puissance, moins redoutée, a révélé son vrai visage. L'Europe fait pression pour un contrôle mondial des mouvements de chaque personne, de l'échange de chaque mot et de la transaction de chaque centime.

La réponse autoritaire au COVID est en fait le symptôme d'un monde qui rejette le leadership américain. Après l'Afghanistan, ce leadership a moins de poids que jamais—et nous pouvons nous attendre à un monde plus autoritaire en conséquence.

Ignorer la science

Une étude de l'*Imperial College-London* publiée en mars 2020 fut la recherche qui suscita des confinements aux États-Unis et au Royaume-Uni. Elle était fautive. Son scénario du pire prévoyait que 2,2 millions d'Américains et un demi-million de Britanniques mourraient. Son scénario suggérait un pic des décès quotidiens après environ trois mois. En appliquant le même modèle à la Suède, les scientifiques suédois prédirent 85,000 décès si le pays ne se confinait pas. Mais le gouvernement suédois refusa de se laisser vaincre par la peur et de se soumettre. À ce jour, pas même un tiers de ces chiffres n'a été atteint. La Suède a vu moins d'un cinquième du nombre prévu. En août de cette année, la Suède était proche de zéro décès par jour lié au COVID19, après avoir connu moins de 15,000 décès totaux liés au COVID.

La comparaison entre la Californie restrictive et la Floride ouverte est révélatrice. En mars dernier, en Floride, 8,979 personnes sur 100,000 étaient infectées ; en Californie, ce chiffre était de 9,079. Le taux de mortalité en Floride était de 146 pour 100,000 ; en Californie, de 135. Il est clair que les confinements ne sont pas le remède universel qu'ils étaient censés être.

Pourtant, de nombreuses élites affirment que la personne moyenne ne comprend pas la science et doit faire confiance aux experts du gouvernement. Ainsi, même si la pandémie est en voie de disparition, nous assistons à une *intensification* des attaques contre les libertés des gens. Certains gouvernements affirment désormais que *seuls les vaccinés* devraient bénéficier des libertés fondamentales. Si vous refusez le vaccin, vous ne pouvez pas voyager, vous réunir en groupe, fréquenter les restaurants, faire de l'exercice ou, dans certains cas, même travailler. Les dirigeants affirment que cette mesure est nécessaire pour mettre fin à une « pandémie de personnes non vaccinées » qui mettrait en danger la vie de tous.

Les dirigeants trouvent une succession d'excuses pour empêcher les gens de vivre leur vie quotidienne. Leur motivation n'est pas la santé publique mais le contrôle absolu.

Regardez l'Europe en particulier. Là-bas, les dirigeants font pression pour contrôler les mouvements de chaque personne, l'échange de chaque mot et la transaction de chaque centime. « La réponse de l'Europe à la pandémie accélère l'accomplissement de l'une des prophéties les plus cruciales de votre Bible concernant le temps de la fin ! », écrit le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, dans notre numéro de [juillet 2020](#). Il a appelé cela « l'un des effets les plus importants de la panique mondiale en réaction au COVID-19 ».

L'Europe recherche le contrôle absolu, et il y a une raison profonde à cela.

Passeports vaccinaux

Le 6 août, le gouvernement italien a introduit un « certificat vert », sans lequel les citoyens sont interdits, condamnés à une amende ou arrêtés pour de nombreuses activités normales. L'application aurait été téléchargée 20 millions de fois au cours de ses trois premiers jours. Elle est désormais obligatoire pour les transports publics longue distance et pour ceux qui travaillent dans les écoles.

Les efforts de vaccination ont la bénédiction du Vatican. Le pape François a été vacciné en janvier et a demandé son certificat vert dès qu'il a été introduit.

Au début, seules les personnes vaccinées, guéries ou testées pouvaient utiliser le certificat vert. Puis les gouvernements européens sont passés à l'étape suivante : ils ont supprimé la possibilité de prouver que vous aviez été testé négatif ou ont fait des tests une charge financière impossible.

Mais des dizaines de milliers de personnes ont protesté contre le certificat. Giorgia Meloni, chef du parti des Frères d'Italie, a déclaré que cette tendance « épouvantable » est « une folie inconstitutionnelle. Pour nous, la liberté individuelle est sacrée et inattaquable ». Elle a qualifié cette mesure de « dernier pas vers la réalisation d'une société à la George Orwell » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 juillet). Pourtant, de telles mesures orwelliennes sont en train de balayer l'Europe.

Le 20 août, la France a rendu son laissez-passer sanitaire obligatoire pour les salariés qui travaillent dans les secteurs des loisirs, de la culture, de la restauration, du transport longue distance ou du commerce. Toute personne travaillant en contact direct avec le public doit se faire vacciner ou passer un test COVID toutes les 72 heures, à ses frais. Environ 1,8 million de personnes sont concernées par la nouvelle loi.

Des millions de personnes craignent d'être exclues du travail, de l'école, de la majeure partie de la société parce qu'elles n'ont pas pris le vaccin. Des milliers de personnes ont manifesté contre ces mesures. Des vidéos de brutalité policière à l'encontre des manifestants sont devenues virales. Le gouvernement allemand a réagi en plaçant certains citoyens sous surveillance dans tout le pays : surveillance des réunions, interception des courriers électroniques, examen des comptes bancaires et suivi des flux financiers. Les personnes surveillées ne sont pas des extrémistes de droite ou des terroristes mais, dans certains cas, de simples critiques des mesures prises par le gouvernement contre le coronavirus.

Ces mesures ne sauvent pas des vies. Mais elles augmentent le contrôle du gouvernement.

Les Européens s'habituent à un régime autoritaire, au contrôle policier et aux tactiques d'intimidation. Les passeports vaccinaux garantissent que le gouvernement sait où vous êtes à tout moment de la journée. La technologie utilisée aujourd'hui pour suivre, contrôler et exclure les personnes des activités choisies par le gouvernement pourrait facilement être utilisée à toutes les fins souhaitées par les autorités.

Le virus pourrait disparaître, mais l'appareil de contrôle gouvernemental disparaîtra-t-il avec lui ?

Ross Clark a prévenu dans le *Spectator* que les passeports vaccinaux et les cartes d'identité électroniques sont en train de se transformer rapidement en quelque chose qui ressemble au système

chinois de crédit social, qui met les gens sur une liste noire pour les délits antisociaux et les récompense pour leur bon comportement. Le Royaume-Uni, écrit-il, a déjà fait un pas dans cette direction : « [L]e gouvernement prévoit d'introduire en janvier une application de santé qui surveillera nos achats, notre niveau d'exercice ou notre consommation de fruits et légumes—et nous récompensera par des points de vertu que nous pourrions échanger contre des réductions, des billets gratuits (pour quel type d'événement n'est pas clair) et d'autres cadeaux » (24 juillet).

Ce que nous voyons en Europe, en particulier, laisse présager le pire. M. Flurry a prévenu : « Les citoyens européens sont conditionnés pour accepter une direction plus tyrannique. » (op cit). En fait, cette tendance jette les bases des tyrannies modernes décrites dans la prophétie biblique.

Monnaies numériques

Alors que les gouvernements décident quels citoyens peuvent ou ne peuvent pas prendre part aux événements sociaux et aux affaires, ils entreprennent également un projet connexe : la guerre contre l'argent liquide.

Les banques peuvent suivre les dépenses effectuées par carte de crédit et de débit, et transmettre ces informations aux gouvernements. L'argent liquide, cependant, permet de contourner facilement ce problème. Cela pourrait bientôt changer.

En janvier, la Banque centrale européenne et la Commission européenne ont convenu de coopérer à la mise en œuvre technique d'un euro numérique. Selon une étude réalisée en 2021 par la Banque des règlements internationaux (BRI), 86% des banques centrales étudient une éventuelle monnaie numérique, 60% expérimentent cette technologie et 14% ont déjà déployé des projets pilotes. Ces technologies promettent un monde financier plus sûr et plus efficace. Pourtant, elles donnent également aux banques centrales gouvernementales un contrôle absolu.

Les monnaies numériques permettraient aux gouvernements de suivre chaque centime du système financier, allant des entreprises aux portefeuilles numériques des particuliers.

Certains dirigeants peuvent avoir de bonnes intentions, mais leur désir de contrôle devient rapidement incontrôlable.

Le 19 octobre 2020, le Fonds monétaire international a organisé une discussion sur la façon dont les monnaies numériques des banques centrales pourraient faciliter les paiements transfrontaliers. Lors de la discussion, le directeur général de la BRI, Agustín Carstens, une figure puissante des politiques monétaires mondiales, a déclaré : « Nous ne savons pas qui utilise un billet de 100 dollars aujourd'hui, et nous ne savons pas qui utilise un billet de 1,000 pesos aujourd'hui. » Mais avec la monnaie numérique de la banque centrale, « la banque centrale aura un contrôle absolu sur les règles et les règlements qui détermineront l'utilisation de cette expression de la banque centrale, et nous aurons également la technologie pour faire respecter cela. »

Aujourd'hui, les dirigeants vous arrêteront pour avoir fait une promenade. Imaginez comment ils utiliseront le « contrôle absolu » de votre trésorerie et « la technologie pour l'appliquer ».

L'ancien ministre allemand de l'économie Karl-Theodor zu Guttenberg a écrit une thèse sur le niveau élevé de corruption dans les paiements transfrontaliers. Sa solution aux criminels et aux terroristes qui abusent de la possibilité d'envoyer des paiements est la même que celle de Carstens : davantage de surveillance et l'introduction de monnaies numériques étroitement contrôlées par les gouvernements.

Le directeur de *Money Metals Exchange*, Clint Siegner, a prévenu qu'avec une telle utilisation, les monnaies numériques gouvernementales deviennent « un outil pour éliminer la vie privée et pour que les banquiers centraux obligent les citoyens à utiliser la monnaie exactement quand, où et comment on le leur dit ». Selon lui, cela donne aux bureaucrates un pouvoir extraordinaire : « Les fonctionnaires pourraient limiter les dépenses à certaines frontières géographiques, et ainsi imposer une restriction sur les voyages. Ils pourraient choisir les gagnants et les perdants, favoriser certains commerçants ou industries ou en écraser d'autres » (12 juillet).

Des gens comme Carstens insistent sur le fait qu'ils veulent seulement cibler les criminels, mais disent qu'ils protégeront les libertés des gens. Mais ce sont les mêmes promesses que nous avons entendues lorsque les passeports COVID ont été introduits. Malgré les assurances qu'ils ne réduiraient pas les libertés, ils s'avèrent faire exactement cela.

La guerre contre l'argent liquide est une guerre contre la liberté. Ce n'est pas une coïncidence si les politiciens font pression en même temps pour un euro numérique et des passeports numériques.

Il y a eu beaucoup de problèmes avec le système financier dirigé par les États-Unis. Mais regardez les systèmes qui sont actuellement en concurrence pour remplacer le dollar. Le passage à un système financier basé sur l'euro ou le renminbi ne changerait pas seulement la couleur du papier que les gens utilisent. Il changerait le caractère de l'ensemble du système.

Contrôle religieux

L'Amérique a été fondée en partie sur la base de la liberté de religion. De nombreux ancêtres de citoyens américains ont fui de l'autre côté de l'Atlantique en raison des persécutions religieuses dont ils étaient victimes en Grande-Bretagne et en Europe. Cet idéal de liberté religieuse a façonné l'Amérique de manière unique. Au cours des décennies qui ont suivi sa fondation, de nombreux autres pays ont suivi dans une certaine mesure l'exemple de l'Amérique, en accordant à la religion une petite place dans la vie publique.

Aujourd'hui, cependant, cette tendance s'inverse. Cette évolution, plus que toute autre, est révélatrice de la direction que prend notre monde. Et, une fois encore, c'est l'Europe que nous devons surveiller de près sur ce point.

Le 23 juillet, l'Assemblée nationale française a adopté une nouvelle loi visant à réglementer les groupes religieux, en particulier les groupes islamiques. Le projet de loi vise à « renforcer le respect des principes de la République » ; il impose strictement à ces groupes de faire rapport au gouvernement et restreint le port de symboles religieux en public. (Il est intéressant de noter que la semaine précédente, le président Emmanuel Macron s'est rendu à l'église historique de Notre-Dame de Lourdes—le premier pèlerinage d'un chef d'État français depuis 1941. Donc alors que certaines activités religieuses doivent être limitées, le fait d'approuver le catholicisme ne pose apparemment aucun problème.)

Dans toute l'Europe, les nations laïques et religieusement pluralistes encouragent le catholicisme en même temps qu'elles réduisent leur tolérance à l'égard des autres religions. Le gouvernement hongrois, tout en adoptant des positions strictes contre l'immigration (qui est principalement islamique), a entamé une forte coopération avec les églises catholiques et protestantes. L'Autriche voisine, dirigée par le chancelier catholique Sebastian Kurz, a fait de même. L'Allemagne, après 16 ans de règne de la chancelière Angela Merkel, pourrait également avoir bientôt un chancelier catholique convaincu avec Armin Laschet.

On peut comprendre que l'Europe, historiquement catholique, cherche à freiner la propagation de l'Islam à l'intérieur de ses frontières, compte tenu du flot d'immigration qu'elle a absorbé et des attentats terroristes islamistes qu'elle a subis ces dernières années. Mais cette tendance doit être considérée à la lumière du rôle déterminant du catholicisme sur le continent.

Les tendances autoritaires qui balayent l'Europe prennent une importance accrue à la lumière des prophéties sur l'avenir de l'Europe.

Pendant des siècles, les Européens ont vécu sous le régime dictatorial du Saint Empire romain, qui a connu une série de renaissances et d'effondrements. Cette histoire est jalonnée de croisades, d'inquisitions et de pogroms sanglants, motivés par une église qui se sentait responsable de convertir l'humanité à la « seule vraie religion ». Et elle a souvent utilisé la force militaire et politique des dirigeants civils pour atteindre ses objectifs.

À l'insu de beaucoup, les États-Unis ont vaincu l'une de ces résurrections en battant Adolf Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale. C'était la sixième des sept résurrections prophétisées de cet empire. (Ces résurrections sont expliquées dans notre brochure gratuite intitulée [L'Allemagne et le Saint Empire romain](#)).

De nos jours, « lorsque les pécheurs seront consumés » et à cause des péchés du monde, Dieu permet à cet ancien empire sanglant de se relever, une dernière fois (Daniel 8 : 23). La prophétie montre que ce sera ce système Église-État qui remplacera la domination des États-Unis dans le monde.

Comme il l'a si souvent fait dans le passé, cet empire supprimera la liberté, piétinera les droits de l'homme et instaurera un régime religieux dictatorial.

La Bête de l'Apocalypse

L'Amérique et la Grande-Bretagne ont défendu des principes de liberté relative pendant 200 ans. Nous les prenons pour acquises. Nous voyons un monde libre par défaut. Mais nous voyons déjà un monde avec des philosophies politiques radicalement différentes. À mesure que les futures urgences arriveront, les réponses seront plus autoritaires. Et il est clair que l'Amérique n'a pas la force d'aller à contre-courant.

La prophétie biblique le confirme, donnant une image choquante d'un monde post-américain.

Toutes les tendances autoritaires qui balayent l'Europe prennent une signification bien plus grande dans le contexte des prophéties bibliques sur l'avenir de l'Europe.

L'ascension finale de cet ancien empire religieux européen entraînera des conséquences spécifiques pour les individus du monde entier. Apocalypse 13 : 17 nous avertit de l'arrivée d'un temps où « personne ne pût [pourra, selon la version *King James*] acheter ni vendre, sans avoir la marque, le nom de la bête ou le nombre de son nom ».

Apocalypse 18 décrit le système financier dirigé par cette nouvelle puissance. Il domine le monde, et les hommes d'affaires en profitent—mais il est très différent de celui de l'Amérique. Les marchandises échangées comprennent « des corps [des esclaves, selon la version *King James*] et des âmes d'hommes » (verset 13).

La Bible symbolise ce gouvernement comme une « bête » (demandez [Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique ?](#) pour preuve). Ceux qui refusent d'accepter la marque de cette bête ne pourront pas occuper un emploi ou faire des affaires. Aujourd'hui, certains pensent que les *mandats de vaccination* sont cette « marque de la bête ». D'autres pensent qu'une *monnaie numérique* sera cette marque. En effet, ces deux éléments peuvent conduire à l'exclusion de personnes du monde des affaires. Mais ils ne sont pas ce à quoi cette prophétie fait référence. (Lisez notre article [Coronavirus and the Mark of the Beast \[Le coronavirus et la marque de la bête\]](#)—disponible en anglais seulement] pour en savoir plus à ce sujet). Néanmoins, l'infrastructure que nous voyons actuellement monter pourrait être le moyen par lequel la marque de la bête est appliquée. La chute des États-Unis ouvre la voie à l'ascension de cette bête. Heureusement, cependant, la prophétie révèle également que cet empire sera confronté et supplanté par Jésus-Christ Lui-même, qui régnera alors sur ce monde en tant que « Roi des rois et Seigneur des seigneurs » (Apocalypse 19 : 15-16).

La « marque de la bête » révélée !

Ne vous fiez pas aux idées ou aux opinions des hommes ; la vérité vient directement de la Bible. Demandez la brochure gratuite de Herbert W. Armstrong [Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique](#) pour apprendre les faits.



Téléchargez, ou commandez votre copie gratuite de
Qui est, ou qu'est-ce que, la bête prophétique
maintenant en cliquant ici